



Besançon, le 10 juin 2014

DIRECTION RÉGIONALE
FRANCHE-COMTÉ
25, rue Gambetta - BP 26367
25018 Besançon Cedex 6 - France
Téléphone : + 33 3 81 25 50 00
Télécopie : + 33 3 81 81 87 90
ademe.franche-comte@ademe.fr
<http://franche-comte.ademe.fr>

Monsieur le Préfet de Région
Préfet du Doubs

PRÉFECTURE DE RÉGION

8 bis rue Charles Nodier
25035 BESANÇON CEDEX

Nos réf. : FMO-CGM 14.042

Dossier suivi par Florent MORAGAS (florent.moragas@ademe.fr – 03 81 25 50 06)

Objet : Schéma régional électromobilité 2
Appel à manifestation d'intérêt Infrastructures de recharge pour les véhicules hybrides et électriques.

Monsieur le Préfet,

Vos services ont animé en 2013 un Schéma régional d'électromobilité visant l'installation de bornes de recharge pour les véhicules électriques sur les sites des services de l'État. La réussite de ces travaux vous a conduit à lancer une démarche similaire à l'intention des collectivités de Franche-Comté.

En parallèle, l'État a confié à l'ADEME le rôle d'opérateur du programme « Véhicules du futur », qui comprend un appel à manifestation d'intérêt pour le déploiement d'infrastructures de recharge pour les véhicules hybrides et électriques. Ce dispositif vise à financer des bornes de recharge accessibles au public. Il concerne toutes les collectivités, mais les dossiers doivent être déposés par les villes ou agglomérations de plus de 200 000 habitants, les Départements ou les Régions. Pour être éligible, le dossier doit également atteindre 400 000 € de travaux.

Dans ce contexte, vous souhaitez à la fois effectuer un groupement pour fédérer les commandes des collectivités franc-comtoises en matière d'installation de bornes de recharge, et répondre à l'appel à manifestation d'intérêt pour le compte de ces collectivités. Dans le même temps, le Département du Jura a constitué un dossier d'AMI en partenariat avec les communautés de communes de son territoire. À l'heure actuelle, outre le Département du Jura, les communes de Saint-Vit et d'Ornans souhaitent s'engager.

Suite à votre courrier en date du 17 avril 2014 et après vérification auprès du siège de l'ADEME, j'ai le plaisir de vous confirmer que vous pouvez coordonner les candidatures de plusieurs collectivités locales franc-comtoises et présenter une demande permettant d'atteindre les seuils requis. Toutefois, la préfecture de région ne peut percevoir les aides accordées et les redistribuer aux collectivités installant les infrastructures. Le dossier de candidature devra comprendre un plan de mobilité régional et lister les projets concrets

d'installation prêts à être engagés et portés par des collectivités locales disposant d'une compétence, propre ou déléguée, relative à la mobilité ou aux transports. Ainsi, votre dossier de candidature devra comprendre le plan de mobilité régional décliné en plans de mobilité locaux, les délibérations des collectivités concernées relatives à l'installation des bornes et à la gratuité des stationnements de recharge, ainsi que les éléments techniques et financiers précis de chaque projet.

Concernant le plan de mobilité régional, il conviendrait de veiller à sa cohérence avec les autres enjeux de mobilité. Un travail sur l'intermodalité et sur la complémentarité entre véhicule électrique et autres modes de transport, en particulier les transports en commun, devrait être conduit. Une concertation avec les autorités organisatrices des transports de la région serait utile pour garantir cette cohérence.

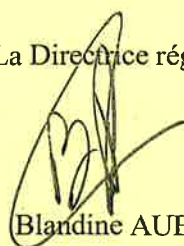
Concernant les projets concrets d'installation, ils doivent s'inscrire dans un plan de mobilité local, cohérent avec le plan régional. Dans un souci d'efficacité, de mutualisation des moyens et de pérennité de l'action, il serait souhaitable que les maîtrises d'ouvrage départementales, communautaires ou supracommunautaires soient encouragées, même si, à défaut, des candidatures communales peuvent être acceptées à titre exceptionnel. En effet, au-delà des travaux et investissements ponctuels, la question de la sensibilisation et de la mobilisation visant à changer les comportements et habitudes de transport, à moyen et long terme, sera essentielle pour la réussite du projet d'ensemble. Les collectivités disposant de moyens humains sur ces questions seraient les plus à même d'animer différentes opérations de sensibilisation ou de communication, en cohérence avec les autres modes de déplacement proposés sur le territoire.

En termes de calendrier, la reconduite du dispositif pour 2015 est actée. Dans la mesure où le Département du Jura envisage de déposer une demande au plus tard à l'automne, un phasage en plusieurs vagues de dépôt de dossiers pourrait être travaillé. Ainsi, une première vague pourrait être constituée du Département du Jura, soit seul s'il est le seul à être prêt, soit groupé sous votre égide avec d'autres collectivités qui seraient prêtes à s'engager et à fournir dès l'automne un plan de mobilité cohérent avec le plan régional. Une vague ultérieure serait conditionnée à l'engagement d'au moins une grande collectivité, à même de garantir le poids de population minimum requis.

Mes services se tiennent à votre disposition pour contribuer à la réussite de cette démarche.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de ma considération la plus distinguée.

La Directrice régionale,



Blandine AUBERT